

# Réparer n'est pas refonder

Pierre Frackowiak

**On peut déjà le dire : la refondation est condamnée à être réduite à des réparations de façade.** Les alertes d'Edgar Morin perplexe devant le vide de la pensée politique (*Le Monde*, 2 janvier 2013), les interpellations de Philippe Meirieu inquiet du risque de rater une fenêtre de tir qui ne se représentera pas (*Café pédagogique* – 8 janvier 2013), les appels des mouvements pédagogiques, notamment le mouvement Freinet, et des mouvements d'éducation populaire, notamment la Ligue de l'Enseignement, ne suffiront pas à empêcher les spécialistes de l'eau tiède et du consensus mou d'interdire les ruptures nécessaires, de promouvoir une continuité à peine colorisée, d'étayer dans l'urgence des monuments en péril qui tomberont sous la pression des élèves eux-mêmes, qui s'ennuient, qui ne comprennent pas le sens des apprentissages scolaires, qui mettront les enseignants de plus en plus en difficulté, qui se mobilisent pour tout autre chose et complètement autrement qu'à l'école.

**Pour un livre publié en 2009 aux éditions « La Chronique Sociale », préfacé par Philippe Meirieu, j'avais choisi le titre « Pour une école du futur. Du neuf et du courage ».** Force est de constater qu'il n'y a rien de fondamentalement neuf dans les propositions présentées à ce jour et que le courage politique fait cruellement défaut, comme cela a été le cas avec la loi d'orientation de 1989, abandonnée sans larmes y compris par ceux qui l'avaient conçue. Que ce soit pour le temps scolaire : on s'enferme dans un scolario centrisme à courte vue, on ose traiter la question du temps en évitant le problème de sa perception par les élèves et le problème des contenus qui en conditionne la conception et la gestion. Que ce soit pour la formation des enseignants que l'on se contente de restaurer sans s'interroger sur les missions des enseignants dans l'école de 2020 ou 2030 et sur leur place dans une conception désormais obligatoirement globale de l'éducation. Que ce soit pour l'aide individualisée dont on changera le nom pour faire la même chose. Que ce soit pour le pilotage du système que l'on envisage de renforcer sans le changer. Tout est en retenue, en prudence, en pragmatisme, dans le cadre de négociations au sommet qui ignorent les réalités, les souffrances, l'absence de perspectives au niveau des acteurs. On peut toujours dire que ce n'est qu'un début, une première marche, que tout est sur la table et viendra dans les décrets et circulaires, mais chacun sait que si l'on n'a pas construit de nouvelles fondations, si l'on n'a pas donné une image claire de l'édifice dans 20 ou 30 ans, si l'on a encouragé de fait le conservatisme et le repli, le mouvement ne peut aller que vers des replâtrages qui laisseront tout le monde insatisfait et démobilisé.

**On peut d'ores et déjà pointer la faiblesse des idées, le renforcement des obstacles, la liste des prétextes tactiques, qui condamnent la refondation.**

**L'absence d'un grand débat national sur l'avenir de l'éducation et de la formation, bien au-delà du seul problème de l'école, était d'emblée est un mauvais**

**signe.** L'éducation et la formation tout au long de la vie sont l'affaire de tous les citoyens, pas seulement d'une centaine d'experts qui réussissent à s'installer au sommet de la pyramide. La moindre réforme de fond ne peut se mettre en œuvre que dans la durée, c'est-à-dire qu'elle doit transcender le temps des alternances politiciennes et réussir à rassembler sur des questions clés. Elle exige donc que toute la Nation soit mobilisée et tous les systèmes éducatifs, publics et privés. Pour autant la durée en la matière ne peut pas être la politique des petits pas vite absorbés par la ouate institutionnelle.

**L'absence de mobilisation des acteurs locaux, dès le début, pour travailler sur les fondations, pour redonner confiance et espoir, pour promouvoir l'intelligence collective, a été une erreur lourde qui sera difficile à surmonter.** Les dégâts sur le moral des enseignants sont considérables. Ils attendaient des gestes à la rentrée. Il était possible de suspendre des obligations, d'exiger que le temps d'animation pédagogique souvent inutile et le temps de l'aide personnalisée inefficace soient consacrés au travail des équipes et des partenaires, d'interrompre les inspections pour une durée déterminée et de mobiliser l'encadrement pour accompagner les travaux des équipes à leur demande, de développer les relations horizontales et les mises en réseaux, de freiner la caporalisation en marche, de rompre avec l'image des tuyaux d'orgue et des parapluies à chaque étage... On a joué la carte de la continuité à la grande joie de la partie la plus zélée et la plus formatée de l'encadrement qui a considéré que la refondation annoncée était condamnée avant d'être née. D'ailleurs personne ne parle de refondation dans les écoles et les collèges, comme si rien ne s'était passé en mai 2012.

**On va donc réparer pour ne pas refonder.** Lors de la concertation, j'avais regretté à plusieurs reprises que le mot refondation n'avait pas été clairement défini, ouvrant les portes à toutes les contradictions, entre ceux qui considéraient haut et fort que la refondation avait commencé en 2007 avec Sarkozy et l'ultra libéralisme autoritaire et ceux qui portent des projets de vraie réforme depuis 30 ans sans jamais réussir à surmonter les conservatismes de tous bords. On sait que la ligne de partage entre conservateurs et progressistes ne correspond pas du tout aux clivages politiques et que l'on trouve à gauche des discours sur l'école et la pédagogie proches de ceux de la droite dure voire du front national.

**Il y a pourtant des évidences qui pourraient rassembler la Nation et faire admettre par une large majorité l'impérieuse nécessité de redonner un grand dessein à l'éducation, pas seulement à l'école, à la mesure de ce que la IIIème République avait fait pour l'école avec Jules Ferry et qui avait fait consensus jusqu'au constat de l'obsolescence du système dans les années 1960.** Le système Jules Ferry se mourrait et malgré les tentatives de rénovation pédagogique entreprises par des gouvernements de droite de 1969 à 1981, malgré les efforts de la gauche et la loi de 1989 qui aspirait à un véritable virage fondamental, le système alternatif dont la Nation avait besoin n'a pas vu le jour et les politiques conduites de 2005/2007 à 2012 ont, au contraire, sous couvert de réformes réactionnaires et libérales, maintenu autoritairement la situation en l'état.

Qui peut nier aujourd'hui que l'école est en décalage par rapport à l'évolution de la société et aux enjeux d'une démocratie moderne ? Qui peut nier que la dégradation du lien social, du vivre ensemble, de l'engagement citoyen, du sens de la responsabilité individuelle et collective bouscule les conceptions classiques de savoirs scolaires figés, prétendus universels et établis, alors que de plus en plus fréquemment les élèves contestent au nom d'autres sources ? Qui peut nier que l'accroissement exponentiel des savoirs de l'humanité impose d'interroger le choix des finalités et des contenus de l'éducation, que la question du choix et de la place des disciplines scolaires par rapport aux savoirs actuels doit nécessairement faire l'objet de débats et de décisions courageuses, que la diffusion des savoirs extérieurs à l'école impose une remise en cause du modèle ancestral « une heure, un prof, une discipline, une salle, une classe » et de la pédagogie ? Qui peut nier que le développement du numérique et des machines ultra sophistiquées dont tous les élèves sont

équipés fera exploser l'école si elle ne change pas fondamentalement ? Qui peut nier que la perspective des apprentissages tout au long de la vie conduit à modifier réellement la conception de l'évaluation, positiver plutôt qu'à rechercher les lacunes, les carences, les faiblesses sous prétexte d'y remédier en « refaisant de la même chose que ce qui a échoué » ? Qui peut nier que le territoire a pris une importance grandissante tant par les savoirs qui s'y trouvent et dont l'exploitation facilite la compréhension du monde, que par l'implication des collectivités locales dans l'éducation ?

**Comment peut-on prétendre refonder l'école sans avoir au préalable débattu de ces questions et recherché un accord ? On se condamne alors à prendre des mesures techniques, à corriger les lois et décrets précédents, à fonder les prétendues nouvelles politiques uniquement en regardant le passé, comme on l'a toujours fait dans l'histoire de l'école, alors que les choses évoluent si vite qu'il est aujourd'hui impossible de raisonner sans regarder l'avenir à moyen et long terme.**

**L'école ne s'est jamais intéressé à la prospective. Elle risque d'en mourir.**

La politique des réparations sans afficher un grand dessein, sans reconstruire des fondations, sans travailler sur les fondements, sans dessiner l'école du futur à long terme, efface le concept même, qui était pourtant ambitieux et enthousiasmant, de refondation.

**Sur le terrain, après la continuité imposée et appliquée avec zèle par les propagandistes des politiques antérieures, l'absence de grand dessein et de courage politique a déjà tué l'espérance. Personne ne semble s'en émouvoir.**

**Domage !**

**NB.** Les éditions « la chronique sociale. Lyon » publient le 4<sup>ème</sup> livre de Pierre Frackowiak. « *L'école. En rire, en pleurer, en rêver* ». Avec les bades dessinées de Jacques Risso, une préface d'André Giordan, une postface de Philippe Meirieu. Des réflexions d'une grande actualité.